



Liberté - Egalité - Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'EURE

**Arrêté préfectoral n° D3/B4-06-245 du - 5 SEP. 2006 fixant les conditions de
réhabilitation du site des anciennes usines de Navarre à Evreux**

**LE PREFET DE L'EURE,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre 1er du livre V et notamment ses articles L511-1, L512-17 et L512-12 ,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 34-1 et 34-5 ;

Vu la Circulaire du 10 décembre 1999 relative aux sites et sols pollués et aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation,

Vu la Circulaire du 25 octobre 2004 relative à l'inspection des Installations Classées - Plan National Santé-Environnement (PNSE),

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 octobre 1970 autorisant la Société des Usines de Navarre à exploiter un établissement de fonderie et de travail mécanique de métaux et alliages à Evreux, 86 rue Aristide Briand,

Vu la déclaration de cessation d'activité en date du 26 avril 2004 de Maître GUERIN, liquidateur judiciaire de la société Usines de Navarre, complétée les 6 mai 2004, 4 mai 2005 et 15 novembre 2005,

Vu les demandes de compléments du mémoire de cessation d'activités par courriers adressés à Maître GUERIN en date des 13 mai 2004 et 12 juillet 2005,

Vu le document intitulé « Anciennes USINES DE NAVARRE à EVREUX, Diagnostic approfondi et évaluation détaillée des risques – référencé ANTEA-A38711/A »

Vu la consultation de M. le Maire d'Evreux en date du 23 décembre 2005,

Vu l'avis de M. le Maire d'Evreux en date du 6 février 2006,

Vu l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales date du 17 mai 2006,

Vu l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt date du 31 mai 2006,

Vu l'avis de la Direction Départementale de l'Equipeement en date du 31 mai 2006

Vu l'avis de la Cellule Inter-Régionale d'Epidémiologie en date du 19 juin 2006

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 mai 2006,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène exprimé en séance du 30 juin 2006;

Vu l'avis en date du 30 juin 2006 du conseil départemental d'hygiène au cours duquel la SCP GUERIN GIESBECQ liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre SA a eu la possibilité d'être entendue,

Vu le projet d'arrêté porté le 5 juillet 2006 à la connaissance de la SCP GUERIN DIESBECQ en tant que liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre SA,

Vu les observations présentées par la SCP GUERIN DIESBECQ liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre SA par courriers en date du 25 juillet 2006 et 09 août 2006,

Considérant que les éléments remis par la SCP GUERIN/DIESBECQ montrent une pollution du site des anciennes Usines de Navarre à Evreux nécessitant des opérations de réhabilitation pour permettre un usage ultérieur ne mettant pas en cause la santé des futurs occupants du site,

Considérant que les analyses et investigations effectuées montrent l'existence d'une pollution par des éléments métalliques liée aux retombées atmosphériques issues des anciennes usines de Navarre,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;

ARRETE :

Chapitre 1 : responsabilité

La SCP GUERIN DIESBECQ, 9 rue Ducy à Evreux, ci-après désignée comme « le liquidateur » est tenue, en tant que liquidateur à la liquidation judiciaire de la société Usines de Navarre SA, de respecter les dispositions du présent arrêté qui concerne le démantèlement et la dépollution des installations, sols et sous-sols du site Usines de Navarre à Evreux.

Le liquidateur est notamment responsable du respect des procédures à mettre en œuvre pour les opérations de réhabilitation, notamment en ce qui concerne :

- la mise en place des installations du chantier de décontamination/réhabilitation de manière à préserver les conditions d'hygiène et de sécurité du personnel travaillant sur le chantier et des riverains ;
- l'aménagement d'une ou plusieurs aire(s) étanche(s) pour le stockage temporaire et le tri des terres excavées ou le stockage d'autres déchets générés ;
- l'excavation, l'extraction et le tri des matériaux puis la mise en dépôt temporaire sur les aires spécialement aménagées ;
- la caractérisation des terres extraites et des fonds et flancs de fouilles ;
- le traitement des déchets, terres excavées et autres résidus et/ou leur évacuation des terres en centres agréés de traitement ou d'élimination ;
- le remblaiement des zones excavées à l'aide de terres dont la qualité est compatible avec l'usage futur envisagé au droit des zones ;
- le traitement et/ou la mise en œuvre d'un recouvrement superficiel des terres maintenues sur site ;
- la remise en état général du site en vue de l'usage projeté.
- la mise en place de servitudes

La réhabilitation du site doit permettre qu'il ne s'y manifeste pas de danger ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement. Le risque généré par d'éventuels matériaux à base d'amiante présents dans les bâtiments ou des opérations de désamiantage n'est pas pris en compte par les dispositions de cet arrêté. Ces risques éventuels doivent être pris en charge selon la réglementation en vigueur.

Les dispositions du présent arrêté sont établies sans préjudice des dispositions réglementaires de la loi sur l'eau (articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement) et notamment ne valent pas autorisation au titre de cette réglementation. En outre les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions du P.P.R.I (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) concernant les communes d'Arnières sur Iton et Evreux. Le liquidateur doit s'assurer avant le début des travaux de réhabilitation que les dispositions retenues pour la réhabilitation ou le réaménagement du site sont conformes aux dispositions des autres réglementations (loi sur l'eau, PPRI et périmètres de protection des ouvrages de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine de la ville d'Evreux, en particulier le captage de l'hippodrome

dont l'exploitation a été déclarée d'utilité publique le 07/03/1988) et, le cas échéant, solliciter les autorisations administratives nécessaires.

Chapitre 2 : Démantèlement des installations

Article 2.1 Inventaire des déchets et des équipements

Un inventaire exhaustif de l'état des déchets et équipements encore présents sur le site doit être dressé et transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Cet état comprendra notamment : la nature, la quantité et la localisation précise des déchets et équipements encore présents sur le site.

L'ensemble des déchets et équipements recensés seront éliminés dans des installations de traitement dûment autorisées sous un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Un état des opérations d'enlèvement des déchets accompagné des justificatifs d'élimination sera adressé à l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois.

Des propositions sur les modalités de gestion des ouvrages hydrauliques présents sur le site seront adressées au Service chargé de la Police de l'Eau sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2.2 Nettoyage des bâtiments

Un nettoyage final des bâtiments sera effectué sous un délai de 5 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. A l'issue de ce nettoyage final, les bâtiments appelés à être réutilisés feront l'objet d'analyses de la qualité des sols et de l'air ambiant. Ces analyses seront renouvelées 6 mois après la fin des travaux mentionnés au chapitre 3.

Les substances recherchées sont des paramètres représentatifs de la pollution du site mise en évidence par le document ANTEA n° A38711/A d'octobre 2005 comprenant au moins les composés figurant dans le tableau ci-dessous :

Qualité de l'air ambiant intérieur	Qualité des sols
COHV (dont le trichloréthylène et le chlorure de vinyle)	Composés Organohalogénés Volatils COHV (dont le chlorure de vinyle)
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques HAP	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)
Mercure	Mercure
Benzène Toluène Ethylbenzène et Xylène (BTEX)	Benzène Toluène Ethylbenzène et Xylène (BTEX)
	Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)
	Hydrocarbures Totaux

Les analyses seront menées sur des échantillons représentatifs et selon les normes et méthodes actuellement reconnues.

Les résultats de ces analyses feront l'objet d'une évaluation des risques sanitaires résiduels en fonction de l'usage futur prévu. Cette évaluation des risques sanitaires et les résultats des analyses seront adressés à l'inspection des installations classées sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les résultats de la qualité de l'air ambiant réalisés 6 mois après la fin des travaux mentionnés au chapitre 3 seront adressés dès réception à l'inspection des installations classées.

Chapitre 3 : Principes de réhabilitation

Article 3.1 Identification des zones polluées à réhabiliter

Chaque projet d'aménagement du site devra faire l'objet d'études spécifiques permettant de vérifier la compatibilité du projet avec les dispositions du présent arrêté et avec l'état des sols et du sous-sol. Ainsi il sera procédé à la réalisation d'analyses complémentaires (sols, air du sol, eaux souterraines) sur des

prélèvements localisés au droit de zones insuffisamment caractérisées par l'étude réalisée par la société ANTEA (rapport n°A38711/A d'octobre 2005) et susceptibles d'accueillir des locaux à usage professionnel (commerces, industries, bureaux, centre de loisirs...), habitation et logement de personnes, établissements recevant du public, jardins privés, jardins publics ou d'enfants, crèches ou écoles, aires de loisirs ou de camping. Les locaux situés en sous sol des bâtiments industriels existants feront notamment l'objet de ces études spécifiques. Les paramètres recherchés seront à minima ceux figurant dans le document ANTEA n° A38711/A d'octobre 2005 (métaux, COHV, CAV, HAP, BTEX, Hydrocarbures,...).

Toute nouvelle pollution découverte doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et faire l'objet d'un traitement approprié.

Article 3.2 Présentation des techniques de réhabilitation du site

Sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, il sera remis à l'inspection des installations classées en 3 exemplaires un document établi par une société spécialisée en matière de réhabilitation de sol présentant :

- les méthodes et techniques de traitement mises en place pour procéder au nettoyage final des bâtiments,
- les méthodes et techniques de traitement mises en place pour la dépollution du site,
- une cartographie des zones qui feront l'objet de dépollution (surface, profondeur),
- les prélèvements et analyses prévues après traitement pour s'assurer, au niveau des zones appelées à être dépolluées, du respect des objectifs de réhabilitation figurant dans le présent arrêté,
- les prélèvements et analyses prévues au niveau des zones insuffisamment caractérisées compte tenu des usages futurs prévus des terrains,
- les filières d'élimination retenues pour les terres polluées générées par les travaux de réhabilitation,
- les solutions de confinement éventuelles sur place envisagées et dans ce cas les éléments demandés par l'article 5.8,
- l'emplacement prévu des points de prélèvements dans l'ITON et ses sédiments et au niveau des berges du bief du canal usinier en application de l'article 8.4,

Article 3.3 Principe de réhabilitation

Les sols en place feront l'objet de travaux de traitement qui doivent permettre d'atteindre au moins les seuils figurant aux articles 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.3, fonction de l'usage futur prévu. Ces seuils sont définis selon les conclusions de l'Evaluation Détaillée des Risques élaborée par la société ANTEA n°A38711/A d'octobre 2005 :

En cas de mise en œuvre de solutions de confinement sur site de terres polluées dépassant les seuils figurant aux articles 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.3, s'il ressort du document préalable relatif à la mise en œuvre d'un ouvrage de confinement mentionné à l'article 5.8.2.1 et des avis des services et personnes consultés une impossibilité à mettre en place un confinement sur place permettant de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, aucun confinement sur place de terres polluées ne sera autorisé.

Si les opérations de réhabilitation du site des anciennes Usines de Navarre font appel à une solution de confinement sur site de terres polluées, aucun travail d'excavation/enlèvement de terres polluées ne pourra débuter avant l'accord préalable de M. le Préfet sur la solution de confinement retenue.

3.3.1 pollution de type organique et volatile (Composés Organiques et Aromatiques Volatils, Composés Organo halogénés, Hydrocarbures aromatiques polycycliques, PCB...)

Après traitement, les sols en place ne devront pas présenter des teneurs dépassant les valeurs figurant dans le tableau ci-dessous :

Substances	Seuil sols mg/kg	Seuils « air du sol » mg/m3
Benzène	0.016	4
Trichloréthylène	1	156
Naphtalène	1.2	4
Benzo(a)pyrène	2.5	Nd
Chlorure de vinyle	0.0008	Nd
Mercure	0.1	0.2

Les zones qui doivent notamment faire l'objet d'un traitement vis-à-vis d'une pollution de type organique sont celles figurant dans l'Etude Détaillée des Risques réalisée par la société ANTEA (repères S1a, S1b, S3, S9a, S11a, S11b, S13b, S14a, S16, S18, S19a, S19b, S19e, S22, S24a, S24b, S25, S26, S27, S28,) complétées par les zones où les résultats des études spécifiques effectuées en application de l'article 3.1 montrent des dépassements des seuils figurant dans le tableau ci-dessus.

Au droit de ces zones polluées traitées doivent être mises en place les mesures constructives suivantes au niveau de bâtiments éventuels :

- absence de sous-sol ~~et~~ vide sanitaire) :
- dalle de béton de 15 cm minimum d'épaisseur avec mise en place d'une couche de forme sous radier fortement compactée,
- taux de renouvellement de l'air fixé à 0.5 volume par heure pour tous les locaux et 2 volume par heure pour les locaux situés en rez de chaussée
- étanchéité des reprises de dalle et des raccords dalle/mur
- au niveau des zones destinées à accueillir des jardins, mise en place d'un recouvrement de 0.5 m de terre végétale avec mise en place d'un grillage avertisseur au niveau des sols en place recouverts.

Pour les zones où les seuils figurant dans le tableau ci-dessus ne sont pas respectés aucune occupation du sol mentionnée ci-dessous n'est possible :

- des locaux à usage professionnel (commerces, industries, bureaux, centre de loisirs...),
- habitation et logement de personnes,
- jardins privés, ✕
- établissements recevant du public,
- aires de jeux d'enfants, ✕
- crèches ou écoles, ✕
- camping, ✕

En outre dans ce cas l'emprise des zones concernées doit être recouverte par des voies de circulation, aires de stationnement ou à défaut par une couche de remblai de matériaux propres d'épaisseur 30 cm rehaussée d'une couche de terre végétale ou par un enrobé bitumineux ou équivalent. Un assainissement minimum de ces zones doit être opéré afin de respecter les valeurs figurant à l'article 3.3.3.

3.3.2 pollution de type métallique

Après traitement, les sols en place ne devront pas présenter des teneurs dépassant les valeurs figurant dans le tableau ci-dessous :

Substances	Seuil mg/kg
Cuivre	1500
Arsenic	20
Plomb	180
Zinc	1900
Nickel	67
Chrome	15
Cadmium	3

Au droit des zones traitées et respectant les valeurs figurant dans le tableau ci-dessus doivent être mises en place les dispositions suivantes :

- remblaiement des excavations par de la terre extérieure non polluée

- au niveau des zones destinées à accueillir des jardins, mise en place d'un recouvrement de 50 cm de terre végétale avec mise en place d'un grillage avertisseur au niveau des sols en place recouverts.
- au niveau des zones destinées à accueillir des aires de jeux mis en place d'un radier béton couvrant la surface des aires de jeux

Pour les zones où les seuils figurant dans le tableau ci-dessus ne sont pas respectés aucune occupation du sol mentionnée ci-dessous n'est possible :

- habitations et logements de personnes avec jardin,
- jardin privatif,
- aires de jeux d'enfants,
- crèches ou écoles,
- camping,

En outre dans ce cas l'emprise des zones concernées doit être recouverte par des bâtiments, voies de circulation, aires de stationnement ou à défaut par une couche de remblai de matériaux propres d'épaisseur 30 cm rehaussée d'une couche de terre végétale ou par un enrobé bitumineux ou équivalent. Un assainissement minimum de ces zones doit être opéré afin de respecter les valeurs figurant à l'article 3.3.3.

3.3.3 Valeurs limites à respecter pour procéder à un assainissement général du site

Les zones présentant des pollutions par composés métalliques ou composés organiques et destinées à accueillir des usages futurs nécessitant des constructions ou des excavations des terrains en place doivent respecter les valeurs limites figurant dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Valeurs (mg/kg)
Métaux	
Pb	400 /
Ni	140
Zn	9000
As	37
Cd	20 /
Cr	130
Composés Volatils	
Trichloroéthylène	1
Benzo (a) pyrène	7
Benzo(a)anthracène	13.9
Arochlor	0.1
Benzène	2.5

En cas d'usage futur nécessitant des constructions ou des excavations des terrains en place les usages futurs possibles doivent être compatibles avec les dispositions des articles 3.3.1. et 3.3.2 notamment en ce qui concerne les respects des valeurs limites figurant dans ces deux articles pour certains usages : habitations et logements de personnes avec jardin, jardin privatif, aires de jeux d'enfants, crèches ou écoles, camping, locaux à usage professionnel (commerces, industries, bureaux, centre de loisirs...), habitation et logement de personnes, établissements recevant du public.

En cas d'usage futur du site (à l'échelle de l'ensemble du site des anciennes Usines de Navarre) ne nécessitant pas des constructions ou des excavations des terrains en place, les zones polluées par des composés métalliques ou organiques doivent être recouvertes par des voies de circulation, aires de stationnement ou à défaut par une couche de remblai de matériaux propres d'épaisseur 30 cm rehaussée d'une couche de terre végétale ou par un enrobé bitumineux ou équivalent. Dans ce cas les usages futurs possibles doivent être compatibles avec les dispositions des articles 3.3.1. et 3.3.2.

3.3.4-Contrôles du respect des objectifs de réhabilitation et mémoire de fin de travaux

Chaque zone ayant fait l'objet d'un traitement ou destinée à accueillir des locaux à usage professionnel (commerces, industries, bureaux, centre de loisirs...), habitation et logement de personnes, établissements recevant du public, jardins privatifs, aires de jeux d'enfants, crèches ou écoles, camping, abris pour animaux insuffisamment caractérisée dans l'étude ANTEA (rapport n° A38711/A) doit faire l'objet de

contrôle et de vérification par prélèvements représentatifs et analyses (en fond et en flancs d'excavation pour les zones qui ont fait l'objet d'excavations). Ces prélèvements et analyses seront menés conformément aux normes en vigueur. En ce qui concerne les polluants métalliques les prélèvements et analyses devront permettre de caractériser la pollution résiduelle en profondeur et en surface.

Le réaménagement du site devra être confirmé par la fourniture d'un mémoire de fin de travaux établi par un organisme spécialisé en matière de réhabilitation de sol. Il sera remis en trois exemplaires à l'inspection des installations classées et comprendra :

- le bilan des opérations et un récapitulatif du déroulement du chantier ;
- les documents de traçabilité et d'élimination des déchets et des terres polluées ;
- la garantie du respect des objectifs de réhabilitation définis par l'apport de tout document montrant la satisfaction des objectifs fixés aux articles 3.3.1, 3.3.2, 3.3.3, (résultats d'analyses des sols notamment),
- une cartographie des zones selon les valeurs finales relevées,
- les éléments nécessaires à l'instauration des restrictions d'usage

Chapitre 4 Surveillance des eaux souterraines

4-1 Mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité de la nappe

Un réseau constitué de 6 piézomètres permettant de contrôler la qualité des eaux souterraines est installé. Ce réseau est complété par les captages destinés à l'alimentation en eau potable situés à proximité (hippodrome). Il sera opérationnel avant le début des travaux de remise en état et les caractéristiques (équipement du tube, profondeur, ...) de chaque piézomètre sont adaptées à l'objectif de la surveillance.

Le réseau restera pérenne tant qu'il sera nécessaire au suivi analytique des eaux souterraines susceptibles d'être contaminées du fait des polluants présents sur le site. Tout piézomètre détruit devra être remplacé à l'identique.

4-2 Surveillance pendant la phase des travaux de réhabilitation

Une information préalable au début des travaux de l'exploitant des captages en eau potable situés à proximité sera réalisée. Cette information portera sur la nature des travaux de réhabilitation prévus, les dates de début de chantier d'excavation des terres et la durée du chantier. Toute anomalie (teneur anormale détectée dans les eaux, incident ou pollution accidentelle survenue pendant les opérations de réhabilitation...) sera immédiatement portée à la connaissance de l'exploitant des captages en eau potable, de l'Inspection des Installations Classées et de la DDASS.

Une première série de prélèvements des eaux souterraines est réalisée avant le début des travaux de réhabilitation du site et au plus tard 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Dès qu'ils sont disponibles, les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspection des installations classées et à la DDASS accompagnés de l'avis d'un hydro-géologue agréé.

Pendant la phase de réhabilitation, les éléments caractéristiques de la pollution du site sont surveillés suivant une fréquence mensuelle, les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.

Les paramètres et les substances recherchés seront ceux analysés au niveau des eaux souterraines dans l'étude ANTEA (rapport n°A38711/A d'octobre 2005).

4.3 Surveillance après la phase de travaux

A l'issue des travaux de réhabilitation, les modalités de la surveillance (fréquence, paramètres...) pourront être réexaminées en fonction des résultats obtenus mais les analyses seront effectuées pendant une période d'au moins 3 ans et à une fréquence semestrielle à compter de la date de notification du présent arrêté.

4.4 Dispositions spécifiques

En cas de mise en place d'un ouvrage de confinement des terres polluées, un deuxième réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est installé afin de surveiller la qualité des eaux de la nappe en aval de l'ouvrage de confinement. Ce réseau devra comporter au minimum deux piézomètres et les premiers prélèvements et analyses seront réalisés avant le début de mise en place des terres polluées dans l'enceinte de confinement. Les paramètres et les substances recherchés seront ceux analysés au niveau des eaux souterraines dans l'étude ANTEA (rapport n°A38711/A d'octobre 2005). Pendant la phase de mise en place des terres polluées dans l'enceinte de confinement, les prélèvements seront analysés à fréquence mensuelle, puis à fréquence semestrielle une fois la couverture finale de l'enceinte de confinement installée. A l'issue des travaux de réhabilitation, les modalités de la surveillance (fréquence, paramètres...) pourront être réexaminées en fonction des résultats obtenus mais les analyses seront effectuées pendant une période d'au moins 3 ans. Dès qu'ils sont disponibles, les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspection des installations classées et à la DDASS.

Chapitre 5 Réalisation des travaux de réhabilitation

Article 5.1 Gestion des terres et matériaux excavés sur l'emprise du site des anciennes usines de Navarre

Toute terre excavée dans le cadre des travaux de réhabilitation ou d'aménagement futur du site (construction de bâtiments, voiries, réseaux...) est considérée a priori comme un déchet et donc évacuée, éliminée via des filières adaptées régulièrement autorisées et/ou traitée dans le cadre des dispositions prises dans le présent arrêté.

Toute disposition est prise pour que celles-ci ne constituent à aucun moment une nuisance pour l'homme ou l'environnement.

La destination et les conditions d'élimination peuvent être à tout moment justifiées, le cas échéant par la présentation de bordereaux de suivi.

Article 5.2 Apport de terres propres pour remblaiement

Toutes les dispositions sont prises afin de s'assurer de la conformité des terres apportées sur le site par rapport aux caractéristiques prévues. Les justifications seront apportées au rapport de fin de travaux mentionné à l'article 3.3.4.

Article 5.3 Conduite des opérations de réhabilitation

Les opérations de réhabilitation concernent notamment :

- l'installation et l'organisation du (des) chantier(s),
- l'aménagement des zones de stockage temporaire,
- la caractérisation, l'excavation, le tri et le stockage des terres,
- les opérations de criblage éventuel, de transport et de traitement,
- le contrôle des fouilles,
- le remblaiement et le recouvrement,
- la neutralisation éventuelle d'ouvrages enterrés,
- la réhabilitation du site.

La conduite des travaux fait l'objet d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé établi préalablement aux travaux.

Ce plan prend en compte la problématique particulière du site compte tenu de l'état de pollution connu et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.4 Mesures d'hygiène et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par la nature des travaux et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être

conservés à proximité du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir les incidents et les accidents ainsi que pour en limiter les conséquences.

Le personnel est formé aux risques présentés par la nature des travaux sur le site, les matières manipulées et les précautions à observer.

Le personnel employé aux travaux de réaménagement du site est équipé de moyens de protection individuelle appropriés (masques, vêtements de protection, lunettes, casque, ...).

Une signalisation adaptée est mise en place pour avertir les usagers des voies périphériques des dangers potentiels découlant de la réalisation des travaux.

Des dispositifs de balisage et de protection seront mis en place et maintenus en bon état durant toute la durée du chantier pour isoler et protéger les travaux réalisés ou en cours d'exécution présentant un danger potentiel vis-à-vis de tiers (autorisés ou non).

Les mesures citées ci-dessus ne sont pas exhaustives et ne dispensent pas le liquidateur de s'assurer du respect, par l'entreprise de son choix, de la réglementation et de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

Article 5.5 Consignes particulières

Des procédures sont établies de manière à assurer :

- la sécurité du chantier ;
- la coordination des travaux de réhabilitation ;
- le respect des dispositions relatives à la remise en état du site, en précisant notamment la liste détaillée des contrôles à effectuer à chaque étape des travaux.

Des consignes définissant la conduite à tenir en cas d'accident, d'incident, de pollution accidentelle ou de découverte de zones susceptibles d'être polluées non identifiées dans le cadre des études sont formalisées.

L'ensemble des consignes est portée à la connaissance des personnes intervenant sur le site.

Article 5.6 Déclaration des incidents et des accidents

Les accidents ou incidents survenus pendant les opérations de réaménagement du site et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er} devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Article 5.7 Prévention de la pollution de l'eau

5.7.1 Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositifs sont mis en place et entretenus de façon à ce qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

5.7.2 Eaux pluviales

Des dispositions sont prises pour que les eaux pluviales ne puissent pas ruisseler sur les zones de terres polluées excavées pendant la période des travaux de réaménagement du site.

A défaut, des dispositions sont prises pour récupérer les eaux de ruissellement.

5.7.3 Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaire même traitées dans une nappe souterraine est interdit.

5.7.4 Prévention de la pollution de l'air

5.7.4.1 Emissions de polluants – brûlage

Toutes les dispositions sont prises pour que les opérations de remise en état ne soient pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

5.7.4.2 Emissions diffuses – Poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises.

Des dispositions particulières sont prises pour éviter l'envol des terres polluées.

Les précautions ci-dessous doivent en particulier être respectées :

- conduite de la démolition des bâtiments selon une procédure et des modes opératoires prédéfinis avec mise en œuvre si nécessaire d'un abattage des poussières par voie humide,
- humidification préalable aux opérations de réhabilitation par arrosage par des véhicules spécialisés des voies de circulation et des aires de travail des engins employés à des mouvements de terres,
- nettoyage des roues des camions avant leur sortie du site, les eaux de lavage étant récupérées et éliminées comme des déchets,
- limitation de la vitesse des engins à 20 km/h

Un réseau de surveillance par plaquettes DIEM des retombées atmosphériques sera mis en place au moins 1 mois avant le début des opérations de réhabilitation. Les plaquettes seront réparties en plusieurs points situés autour du site jusqu'à un rayon de 500 m. Ces plaquettes seront changées tous les mois pendant toute la durée des opérations de réhabilitation du site. A chaque changement est réalisée une mesure des métaux lourds déposés à leur surface selon un protocole élaboré avec un laboratoire spécialisé. Les premières analyses devront être réalisées avant le début des opérations de réhabilitation et serviront de niveau de référence. Les résultats des analyses de contrôle seront communiqués dans le mois qui suit leur réalisation à l'Inspection des Installations Classées.

5.7.4.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du chantier au cours des travaux de réhabilitation.

5.7.4.4 Prévention des nuisances sonores

Les travaux de réaménagement sont réalisés de façon à ce que leur conduite ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.7.4.5 Elimination des déchets

Il est tenu une comptabilité régulière et précise des déchets produits par la remise en état du site.

A cet effet, un registre est ouvert comprenant notamment les informations suivantes :

- nature et quantités de déchets produits avec mention du code des déchets et de l'origine,
- dates d'enlèvement,
- noms des entreprises assurant l'enlèvement et le transport,
- noms des entreprises assurant le traitement ou l'élimination (destination finale) en précisant la localisation du centre de traitement,
- modes de traitement ou d'élimination.

Les déchets produits durant le chantier doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

Les stockages susceptibles de contenir des substances polluantes ou insalubres sont réalisés sur une aire plane, étanche et si nécessaire munie d'un système de drainage des eaux de pluie vers un point de collecte.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les déchets sont évacués, éliminés et/ou traités via des filières adaptées régulièrement autorisées par des transporteurs, collecteurs, éliminateurs et centres de traitement dont elle emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport des matières dangereuses pour les déchets industriels spéciaux), de transvasement, de chargement, de traitement, d'élimination.

Les conditions d'élimination peuvent être à tout moment justifiées, le cas échéant par la présentation de bordereaux de suivi de déchets.

Article 5.8 Confinement de terres sur le site des anciennes Usines de Navarre

Si le mémoire demandé à l'article 3.2 justifie une impossibilité technique ou économique de procéder à l'élimination de la totalité des terres issues des opérations de réhabilitation dans des centres de traitement extérieurs, il pourra être procédé à un confinement sur le site des anciennes Usines de Navarre ou sur une parcelle contiguë de terres polluées issues des travaux de réhabilitation. Ce confinement devra être réalisé selon les principes suivants :

5.8.1 Emplacement et description

L'emplacement du lieu de confinement devra se situer en aval hydraulique et en dehors des zones de protection de captage d'eau potable, être protégé contre les risques d'inondation et être soumis à l'accord préalable de Monsieur le Préfet. Si la solution de confinement sur place est envisagée, un descriptif précis de l'emplacement envisagé accompagné d'une étude d'impact précisant les enjeux environnementaux à protéger et les dispositions constructives retenues devra être remis accompagné de l'avis d'un hydro-géologue agréé avant le début des travaux de réhabilitation en 4 exemplaires à l'Inspection des Installations Classées. Ces documents sont transmis pour avis à la DDASS, au service chargé de la Police de l'Eau, à la DDE et à Monsieur le Maire d'Evreux. S'il ressort de ce document et des avis des services et personnes consultées, une impossibilité technique à mettre en place un confinement sur place permettant de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement aucun confinement sur place de terres polluées n'est autorisé.

Aucun travail d'excavation/enlèvement de terres polluées ne pourra débuter avant l'accord préalable de M. le Préfet sur la solution de confinement retenue.

5.8.2 Principes de constitution de l'installation de confinement

Les dispositions à mettre en place au niveau d'un confinement sur place de terres polluées devront permettre de mettre en place une barrière de sécurité active et une barrière de sécurité passive dont le rôle est de constituer une enveloppe de garantie de l'installation, l'aménagement du confinement doit être réalisé de telle façon que la barrière de sécurité passive ne soit pas sollicitée.

5.8.2.1 Barrière de sécurité passive

La barrière de sécurité passive est constituée par le terrain naturel en l'état, ou du terrain naturel remanié d'épaisseur minimum de 5 m. la perméabilité de cette couche de matériaux est inférieure ou égale à 1.10^{-9} mètres par seconde. Cette barrière de sécurité passive doit être constituée sur le fond et les flancs de l'installation de confinement. Si les caractéristiques du sol naturel ne permettent pas de respecter cette exigence, un système d'étanchéité artificiel pourra être mis en place sous réserve de justificatifs argumentés et motivés. Ces justifications doivent démontrer que la barrière reconstituée répondra des exigences de perméabilité et d'épaisseur dont l'effet combiné en termes de protection du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface est au moins équivalente à celle résultant des exigences mentionnées précédemment. Ces justifications devront figurer dans le dossier mentionné à l'article 5.8.1. En cas de reconstitution de la barrière passive, des mesures et vérifications à l'aide de planches d'essais sont effectuées afin de vérifier si les objectifs de perméabilité sont atteints et une étude géotechnique confirme la stabilité de l'ensemble. En

tout état de cause, l'épaisseur de la barrière reconstituée sera au minimum de cinquante centimètres. La détermination du coefficient de perméabilité s'effectue selon des méthodes normalisées.

5.8.2.2 Barrière de sécurité active

La barrière de sécurité active est posée sur les fonds et les flancs de la barrière de sécurité passive de manière à éviter toute sollicitation de la barrière de sécurité passive. Cette barrière de sécurité active est posée de telle manière que l'écoulement des lixiviats se fasse de manière gravitaire. La barrière de sécurité est constituée du bas vers le haut :

- d'une géomembrane manufacturée, chimiquement compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard des caractéristiques géotechniques du projet, installée sur le fond et les flancs de l'installation de stockage. Des vérifications de la qualité de la géomembrane et de la bonne réalisation de sa pose sont réalisées par un bureau de contrôle ou une société de vérification.
- d'un système de drainage constitué sur le fond d'une couche drainante d'une épaisseur suffisante et d'une perméabilité supérieure à $1 \cdot 10^{-4}$ m/s surmontée d'une couche filtrante, et d'un réseau de drains (ou d'un système équivalent) assurant l'évacuation gravitaire des lixiviats vers un dispositif de pompage. Des dispositions seront prises pour que l'apport de terres polluées ne favorise pas le colmatage de la couche drainante. Le système drainant de fond est conçu de façon à ce que la charge hydraulique s'exerçant sur la géomembrane ne puisse dépasser 30 centimètres.
- les flancs de l'installation de stockage doivent aussi être équipés d'un dispositif drainant adapté facilitant le cheminement des lixiviats vers le drainage de fond.

Une protection particulière contre le poinçonnement est intégrée entre la géomembrane (ou le dispositif équivalent) et les éléments du système drainant avec de plus une protection particulière au poinçonnement du dispositif « membrane + géosynthétique drainant » sur les flancs. La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

Les éléments constitutifs du réseau de drainage doivent faire l'objet d'un contrôle qualité et de conformité aux présentes dispositions, par un bureau de contrôle ou une société de vérification.

5.8.2.3 Couverture finale

Une couverture finale est mise en place sur l'installation de confinement dès que possible. Cette couverture est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir les risques d'éboulement, ravinement, érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellements superficielles vers l'extérieur de la zone de confinement. La couverture présente une pente d'au moins 3 % permettant de diriger les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte appropriés. Cette pente ne doit pas cependant créer de risques d'érosion de la couverture en place. Cette couverture a une structure multicouche et se compose du haut vers le bas :

- une couche d'au moins 30 centimètres d'épaisseur de terre arable végétalisée, permettant le développement d'une végétation favorisant une évapo-transpiration maximale,
- un niveau drainant d'une épaisseur minimale de 0,5 m et d'un coefficient de perméabilité supérieur à $1 \cdot 10^{-4}$ mètre par seconde dans lequel sont incorporés des drains collecteurs,
- un écran imperméable composé d'une géomembrane et d'une couche de matériaux d'au moins 1 mètre d'épaisseur, caractérisé par un coefficient de perméabilité au maximum de $1 \cdot 10^{-9}$ mètre par seconde,
- une couche drainante permettant la mise en dépression du stockage.

La couverture végétale est régulièrement entretenue.

5.8.2.4 Pompage des lixiviats

L'installation de drainage de la barrière active dispose d'un dispositif de pompage permettant de maintenir une charge hydraulique maximale de 30 centimètres sur la géomembrane de la barrière active et d'un dispositif de contrôle permettant de vérifier la charge hydraulique exercée par les lixiviats sur la géomembrane.

Des opérations de pompage des lixiviats sont réalisées aussi souvent que nécessaire afin d'assurer le respect de cette disposition.

Les eaux issues de ces opérations de pompage sont considérées comme des déchets et ne peuvent en aucun cas être rejetées dans le milieu naturel mais doivent être éliminées dans des installations dûment autorisées.

Chapitre 6 Pérennité des dispositions

Des servitudes attachées au fond sont prises pour assurer la mémoire et la pérennité de l'ensemble des dispositions imposées par l'état de pollution résiduelle des sols, de sorte que tout aménagement futur des zones concernées fasse notamment l'objet des précautions nécessaires respectant les dispositions du présent arrêté (notamment le chapitre 4, les articles 3.3.1, 3.3.2, 5.1 et 5.2 du présent arrêté) et les préconisations complémentaires en terme de restrictions d'usage figurant dans l'étude ANTEA référencée « rapport n°A38711/A d'octobre 2005 » :

- interdiction de procéder à des enlèvements de terre végétale mise en place au droit de jardins privés,
- interdiction de planter des arbres à fruit,
- interdiction de planter des arbustes ou arbrisseaux à fruit dont les racines dépassent 0.5 m de profondeur,
- interdiction d'utiliser l'eau de la nappe pour des usages alimentaires,

Pour cela, le liquidateur présente un dossier répondant aux objectifs définis aux articles 24-8 et 24-2 à 24-7 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié en vue d'instaurer des servitudes d'utilité publique prises en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement. Ce dossier est joint au rapport de fin de travaux demandé à l'article 3.3.3 du présent arrêté.

Jusqu'à formalisation dans les documents d'urbanisme, le liquidateur s'assure que les contraintes liées à la nature du sol sont respectées.

Chapitre 7 : information des propriétaires et utilisateurs

Tout propriétaire, acquéreur et/ou utilisateur du site doit être informé des opérations effectuées ainsi que des précautions d'usage à prendre compte tenu de l'état de pollution résiduel des sols.

Chapitre 8 Investigations à l'extérieur du site industriel des Usines de Navarre et des jardins ouvriers

Article 8-1 Recensement des zones sensibles et définition d'un plan d'échantillonnage

Sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification sont réalisés et transmis en trois exemplaires à l'inspection des installations classées :

- un recensement exhaustif des zones récréatives dans un rayon de 500 m en partant des limites du site des anciennes Usines de Navarre (aires de jeux non remaniées de type jardins d'enfants, cours d'école, jardins de particuliers). Ce recensement donnera une analyse quantitative et typologique (enfants, femmes en âge de procréer, travailleurs exposés, ...) de la population susceptible d'être impactée dans ces zones par une pollution aux métaux (Plomb, Cadmium, Chrome, Mercure et Zinc) provenant des retombées atmosphériques issues des rejets des anciennes Usines de Navarre. Le recensement intégrera également les projets de zones récréatives connues à ce jour.
- un plan d'échantillonnage comprenant l'implantation de sondage et les profondeurs de prélèvements et comportant un minimum de 15 échantillons. les investigations porteront essentiellement sur les zones extérieures en considérant une zone de 500 mètres en partant des limites du site, en tenant compte des points d'expositions sensibles par rapport à la population, à l'usage possible du sol au regard des documents d'urbanisme et aux résultats du recensement effectué. Par ailleurs, le plan d'échantillonnage devra respecter les contraintes suivantes :
 - dans les sols non remaniés (espace verts, jardins d'enfants...) : prélèvement dans les 3 premiers centimètres ;
 - pour les sols agricoles et les jardins potagers : prélèvement dans les 25 premiers centimètres du sol ;

- pour les sols industriels : prélèvement dans les 3 premiers centimètres si le sol n'est pas remanié, sinon dans les 25 premiers centimètres.
- lorsque des zones fréquentées par les enfants sont présentes et que la réalisation des prélèvements est possible (zones accessibles, ...) l'échantillonnage portera de manière prépondérante sur ces zones.

Article 8-2 Réalisation d'investigations sur la qualité des sols

Sous un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté il sera procédé à des investigations sur la qualité des sols à l'extérieur du site des anciennes Usines de Navarre et des jardins ouvriers sur la base du plan d'échantillonnage mentionné au paragraphe précédent.

La méthodologie mise en œuvre respectera les recommandations :

- de l'annexe 7 du Guide Méthodologique Ministériel "Gestion des sites (potentiellement) pollués - Version 2" Edition BRGM - mars 2000 ;
- du paragraphe 3.3 du guide Méthodologique Ministériel "Gestion des sites pollués - Diagnostic Approfondi et Evaluation Détaillée des Risques - Version 0" Edition BRGM - juin 2000.
- du rapport BRGM/RP-52928-FR de mars 2004 "Protocole d'échantillonnage des sols urbains pollués par du Plomb"

Les prélèvements seront réalisés selon la norme NFX 31-100 et feront l'objet d'une analyse de la teneur en plomb, cadmium, chrome, mercure et zinc.

Pour chaque sondage, les résultats d'analyse seront accompagnés des relevés suivants :

- nature des terrains traversés ;
- matériel de prélèvement ;
- conditions de conservation des prélèvements ;
- modes de décontamination du matériel ;
- technique d'analyse.

Les résultats des analyses feront l'objet d'une cartographie (courbes d'isoconcentration par élément).

Article 8.3 Contenu du diagnostic de l'état du sous-sol

Un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des investigations sera remis à l'inspection des installations classées sous un délai de 5 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- la description de l'environnement du site ;
- le plan d'échantillonnage ;
- une présentation des investigations réalisées accompagnée de la documentation nécessaire pour valider les résultats obtenus ;
- une estimation du fond géochimique naturel local ;
- une interprétation des résultats ;
- une cartographie de la pollution par élément.
- des propositions de réhabilitations éventuelles accompagnées d'un échéancier de réalisation

La méthodologie mise en œuvre pour exprimer le niveau de risque lié à la contamination des sols respectera les recommandations du « Guide pour l'orientation des actions à mettre en œuvre autour d'un site dont les sols sont potentiellement pollués par le plomb – Rapport 1 », du 4 octobre 2004 édité par l'INERIS.

Article 8.4 Investigations complémentaires

Sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, il sera procédé à :

- deux prélèvements et analyses de la teneur en éléments traces métalliques (Pb, Cd, Cr, Cu, Hg et Zn) et chlorure de vinyle de l'eau de l'ITON (1 en amont du site des anciennes Usines de Navarre et un en aval).

- un prélèvement et une analyse de la qualité des sédiments en éléments traces métalliques (Pb, Cd, Cr, Cu, Hg et Zn) de l'ITON seront également réalisés au niveau de la zone située en amont immédiat du canal de l'ITON passant sous les bâtiments de la zone Fonderie.
- une caractérisation de l'état des berges du bief de canal usiner alimentant en eau la zone de l'atelier barre. Les paramètres recherchés seront à minima ceux figurant dans le document ANTEA n° A38711/A d'octobre 2005 (métaux, COHV, HAP, CAV, hydrocarbures,...).

Les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau dans le mois qui suit la réalisation des analyses.

Chapitre 9 Récapitulatif des principales échéances

Référence	Objet	Délai maximal à compter de la date de notification du présent arrêté
Chapitre 2	Inventaire des déchets et équipements	OK 1 mois
Chapitre 2	Proposition sur les modalités de gestion des ouvrages hydrauliques au Service chargé de la Police de l'Eau	1 mois
Chapitre 2	Elimination des déchets et équipements recensés	5/12/06 2 mois
Chapitre 2	Remise d'un état des opérations d'élimination des déchets	5/12/06 3 mois
Chapitre 2	Nettoyage final des bâtiments	5 mois
Chapitre 2	Remise de l'évaluation sanitaire des risques résiduels dans les bâtiments	6 mois
Chapitre 2	Analyse de la qualité de l'air ambiant des les bâtiments	6 mois après la fin des travaux de réhabilitation
<u>Article 3.2</u>	Remise d'un dossier présentant les méthodes et techniques de traitement mises en place pour procéder au nettoyage final des bâtiments et réhabiliter le site	Pi 106. 3 mois 5/12/06
Chapitre 4	Réalisation d'une surveillance mensuelle de la qualité des eaux de la nappe	5/12/06 3 mois
Article 8-1	Recensement des zones sensibles et définition d'un plan d'échantillonnage	5/12/06 3 mois
Article 8-2	Réalisation d'investigations sur la qualité des sols à l'extérieur du site des anciennes Usines de Navarre	5/1/07 4 mois
Article 8.3	Remise d'un rapport de synthèse sur les investigations réalisées à l'extérieur du site accompagné de propositions de réhabilitation éventuelles et d'un échéancier de réalisation	5 mois
Article 8.4	Réalisation d'investigations complémentaires	5/12/06 3 mois

Chapitre 10 : Communication et affichage du présent arrêté

Le présent arrêté sera notifié à la SCP GUERIN DIESBECQ, liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre SA et à la société S.A.D.N., 3 rue Jean Jaurès à Evreux, par la voie administrative,

En vue de l'information des tiers :

- un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée de un mois, procès verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon lisible, dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- un avis au public est inséré dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Eure
- un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département,

Chapitre 11 : Dispositions diverses

11.1. Contrôles

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses. Les frais occasionnés seront à la charge du titulaire du présent arrêté.

11.2 Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré à la juridiction administrative :

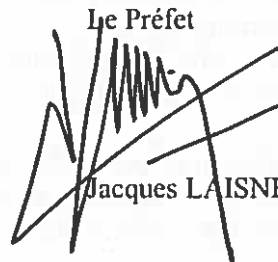
- par le titulaire du présent arrêté dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour ou le présent arrêté lui a été notifié
- par les tiers, personnes physiques ou morales dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté

Chapitre 12: Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Eure, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Haute Normandie, l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le maire d'EVREUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

A EVREUX, le - 5 SEP. 2006

Le Préfet

Jacques LAISNE

